



Union des Comores

PBF – PROJECT DOCUMENT TEMPLATE 5



PEACEBUILDING FUND

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP PLUS)

DOCUMENT DE PROJET

Project Title: Appui à la pérennisation de la paix par la promotion de l'emploi des jeunes et l'éducation civique aux Comores	Recipient UN Organization: Bureau International du Travail
Project Contact: Christian NTSAY, Directeur Bureau de Pays de l'OIT pour les Comores, Djibouti, Madagascar, Maurice et les Seychelles Address: Maison Commune des Nations Unies, Zone Galaxy Andraharo, Antananarivo, Madagascar Telephone: +261 34 07 290 74 E-mail: ntsay@ilo.org	Implementing Partner(s): Ministère de l'Emploi, du Travail, de la Formation Professionnelle et de l'Entrepreneuriat Féminin Partenaire SNU : UNESCO Autres partenaires clés: MIDFRANCE.ACI, Comité EMDAD, Commissariat Général au Plan, Université des Comores, Union des Chambres de Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture, Projet AML, ONG NGOSHAO, Commissariat à la solidarité et à la cohésion sociale, Associations locales et communautés locales.
Project Number: To be completed by UNDP MDTF Office	Project Location: Moroni - Union des Comores
Project Description: Le projet répond aux besoins prioritaires du pays par la contribution à la réduction du chômage et permet aussi de résoudre les problèmes d'apprentissage des jeunes victimes de différents conflits qui manquent d'opportunités et deviennent des cibles faciles pour des instigateurs de tensions et conflits. Ces jeunes ont prématurément débuté leur vie adulte sans éducation de base ni qualification leur permettant	Total Project Cost: Peacebuilding Fund: 650 000 USD Government Input: Réhabilitation du Local pour le projet auprès de la Maison de l'Emploi estimée à 200 000 USD Other: Coûts relatifs au staff chargé de la gestion du projet pendant la première année estimés 40 000 USD Total: 890 000 USD

<p>de prendre leur avenir en main et de devenir des acteurs dynamiques dans leur communauté. Le projet permettra de dispenser et renforcer les connaissances de base et professionnelles nécessaires à leur intégration sociale à travers l'emploi salarié ou l'auto-emploi. Les activités envisagées, à savoir l'opérationnalisation de la Maison de l'Emploi et la valorisation des produits locaux, constituent alors des solutions adaptées pour appuyer cette jeunesse désœuvrée et désespérée afin de reconstruire un environnement favorable à la consolidation de la paix.</p>	<p>Project Start Date and Duration: 2013-2014</p>
<p>PBF Outcomes¹: Revitalisation de l'économie en mettant l'accent sur les jeunes à risque et les femmes.</p>	
<p>Project Outputs and Key Activities:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une structure d'encadrement et de gestion de l'emploi est opérationnelle ; - Un système d'informations sur le marché du travail, d'orientation, de conseil en faveur des jeunes et des femmes est mise en place ; - Les jeunes chômeurs, qualifiés ou non, désespérés et ayant manque de perspective sont répertoriés et orientés vers la vie professionnelle; - Plaidoirie et production des supports pour la promotion de l'éducation de la paix et du civisme ; - Etablissement, fonctionnement et développement d'un réseau national d'ONG de promotion d'éducation à la paix et du civisme. 	

¹ PBF specific outcome areas: 1 Security Sector Reform; 2 Rule of Law; 3 (DD)R; 4 Political dialogue for Peace Agreements; 5. National reconciliation; 6. Democratic governance; 7. Management of natural resources (including land); 8. Short-term employment generation; 9. Sustainable livelihoods; 10. Public administration; and 11. Public service delivery (including infrastructure)

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

1. Contexte

L'histoire comorienne contemporaine montre très bien, que le séparatisme est un puissant moteur d'instabilité politique et économique. Il tire sa force sur le morcellement du territoire et le peu d'enracinement au sein de la population de la notion de nation. Certains partis et leaders politiques exploitent sciemment des jeunes comme cheval de bataille. La plupart de ces jeunes sont au chômage et manquent de perspectives professionnelles et du civisme. La réduction du chômage telle qu'elle est recommandée par les co-présidents du CPC lors de sa 11^e réunion en date du 05 Novembre 2012, représente un facteur vital pour la consolidation d'une paix durable.

Le séparatisme est perçu comme une cause majeure des conflits aux Comores. Lorsqu'elle est combinée avec la décadence de l'État, un leadership déficitaire, la misère économique, le manque d'éducation et l'absence de garanties constitutionnelles, le séparatisme devient une puissante arme politique aux mains des fossoyeurs du pays. Parce que bon nombre de gouvernements sont incapables d'assurer la satisfaction des besoins de leur population en nourriture, logement, emploi, sécurité sociale et santé, les individus se trouvent contraints de recourir à leur communauté et village pour obtenir assistance et protection.

La situation des jeunes sur le marché de l'emploi aux Comores est extrêmement précaire. Le taux de chômage des moins de 25 ans atteint 44,5% (42,4% pour les hommes et 46,1% pour les femmes) est au moins quatre fois plus élevé que celui des adultes de 30-49 ans. En effet, presque la moitié des jeunes comoriens sont frappés par le chômage et le sous-emploi.

Les jeunes sont privés de capacité de réaliser leur potentiel productif et sont souvent contraints de travailler dans le secteur informel caractérisé par des revenus bas ou irréguliers, de mauvaises conditions de travail et l'inexistence de la protection sociale. Cette situation est la résultante de la crise de l'emploi en raison des effets de la crise financière mondiale et des crises internes répétées.

En effet, la faiblesse du secteur formel, la faible productivité des activités agricoles et le tarissement des investissements étrangers conjugués à la faiblesse des infrastructures (télécommunication, transport, énergie), au climat d'insécurité, d'instabilité institutionnelle et politique sont autant de facteurs qui ont sensiblement réduit les opportunités d'emplois pour les jeunes et les femmes aux Comores. Le déficit du système d'enseignement et de formation professionnelle et l'inefficacité des structures d'encadrement ou d'orientation des jeunes ne leur permettent pas d'acquérir des qualifications et compétences professionnelles susceptibles de leur garantir l'accès au marché du travail. Ainsi se dégage une situation alarmante de vulnérabilité des jeunes et des femmes aux Comores qui rencontrent plus de difficultés à trouver un emploi sur le marché du travail et à bénéficier de revenus leur permettant de vivre de façon décente.

2. Justification du Projet

2.1. Les effets globaux de la crise comorienne

Les Comores ont acquis leur indépendance en 1975 et n'ont connu depuis lors que de très courtes périodes de stabilité politique et institutionnelles. Le pays n'est jamais parvenu à asseoir véritablement son unité, ni à consolider ses institutions. Bien au contraire, l'instabilité politique et institutionnelle semble caractériser l'Etat Comorien. Dans toutes les épreuves et les crises à répétitions que le pays a traversées, les jeunes ont été des proies faciles pour les instigateurs. Certains partis et leaders politiques exploitent sciemment la désespérance d'une jeunesse peu encadrée et à l'affut de toute sortes de promesses de lendemain meilleur et les utilisent comme lance de fer de leurs manœuvres. En effet, La plupart de ces jeunes sont au chômage et manquent de perspectives professionnelles et d'éducation civique. En outre, l'attention portée actuellement sur la consolidation de la paix aux Comores, du fait de la 2^e allocation au titre du FCP, crée

aussi des opportunités nouvelles pour renverser cette tendance constatée qui fait que les jeunes sont des proies faciles pour des entreprises de déstabilisation du pays, par une approche combinant intégration des jeunes désœuvrés et des programmes généraux d'éducation civique et à la paix. Les études menées ces trois dernières années sur les dynamiques de conflit et les facteurs de décohésion nationales ont mis en avant les facteurs suivants comme des défis majeurs affectant la stabilité et la paix aux Comores. A savoir :

Le manque de perspective, et un profond sentiment de désillusion de la jeunesse comorienne.

Le sentiment prononcé dans la société comorienne d'appartenance à sa communauté, à son village ou à son île, au détriment d'une loyauté à la nation comorienne. Ce sentiment est sans doute renforcé par la discontinuité du territoire national et l'insularité qui limitent les contacts et communications entre les îles.

- La faible «présence» de l'Etat à l'échelle des îles et des villages, renforce la prééminence des particularismes locaux et de l'identité locale sur l'identité nationale.

Eu égard à ce qui précède, le Comité de pilotage du FCP reconnaît que l'appui du FCP-plus à une démarche de réhabilitation des jeunes et d'éducation civique est particulièrement opportun dans le contexte actuel des Comores. En effet, les divers acteurs consultés lors de la récente étude menée sur les facteurs de conflit ont unanimement confirmé la nécessité d'un effort concret dans le sens de l'insertion des jeunes et de l'éducation civique ainsi que leur engagement à travailler ensemble pour atteindre cet objectif de promotion de l'emploi des jeunes dans une perspective de consolidation de la paix et d'éducation civique. Ainsi, le présent projet devra permettre d'établir la relation nécessaire entre paix et initiatives de développement en vue de l'intégration socio professionnelle des jeunes vulnérables.

En Union des Comores, le chômage des jeunes est non seulement un problème socio-économique, mais aussi un problème politique et sécuritaire constituant un obstacle majeur à la paix et à la stabilité. De ce fait, la réduction du chômage représente un facteur vital pour la consolidation d'une paix durable. L'insertion et la réinsertion de ces jeunes dans la vie active contribueront à atténuer les tensions sociales.

Lors de la première phase du projet APROJEC, des résultats concrets ont été enregistrés avec un certain nombre d'acquis positifs dans une optique de pérennisation des actions déjà entreprises. En effet, (i) les groupes cibles ont acquis une certaine expertise professionnelle leur assurant une meilleure employabilité et facilitant leur insertion professionnelle dans les filières de formation, (ii) les structures d'appui dans les trois régions d'intervention ont vu leurs capacités renforcées, (iii) des modules de formation ont été conçus, ajustés et rendus disponibles. Les acteurs touchés par le projet et les bénéficiaires, notamment à Anjouan et Mohéli, ont exprimé des besoins d'accompagnement plus soutenu qui contribuerait à renforcer davantage leurs capacités, leur employabilité et améliorer leurs conditions de vie socio-économiques de façon durable. L'expérience du projet a démontré l'existence des opportunités considérables en vue de l'expansion d'un tel projet aux Comores. On en déduit la pertinence ainsi que la nécessité de continuer à le mettre en œuvre comme une approche et une stratégie efficaces pour réduire le chômage des jeunes et contribuer ainsi à la consolidation de la paix.

Dans l'optique d'une politique volontariste de pérennisation de la paix à travers l'emploi des jeunes et en tenant compte de la SCRP (2010-2014), du Programme-Pays pour le Travail Décent (2010-2013) et du Plan Prioritaire pour la Consolidation de la Paix, le Gouvernement comorien par le biais du Ministère chargé de l'emploi, du travail, de la formation professionnelle et de l'entrepreneuriat féminin devrait inciter la réflexion de tous les acteurs pour la mise en œuvre effective des actions y relatives. Les activités dans le cadre de ce projet arrivent alors à point

nommé pour aider le pays à la mise en place d'un mécanisme pérenne d'appui à l'insertion des jeunes dans la vie professionnelle à travers l'opérationnalisation de la Maison de l'Emploi, l'éducation civique et au développement des activités concrètes de transformation et de valorisation des produits locaux.

Pour avoir une paix durable, il faut un changement social, institutionnel et structurel de la société comorienne, une réelle volonté d'engagement des jeunes, des Organisations de la Société Civile et des Communautés locales pour éviter la récidivité des conflits ou la recrudescence des conflits d'une génération à une autre.

« Les jeunes sont par nature idéalistes, créatifs et dynamiques. Ils sont capables de jouer un rôle très important dans la gestion des conflits et des différences. Lorsqu'on leur donne la possibilité de s'investir de manière constructive, ils peuvent apporter une contribution essentielle à une stabilité plus durable, produire des résultats efficaces au sein des communautés et offrir une protection contre des conflits futurs ».

Les Comores ont plus que jamais besoin d'un accompagnement multiforme de la coopération internationale pour consolider les divers acquis de la réconciliation nationale. Il convient aussi d'améliorer rapidement les conditions de vie de la population en général et des jeunes en particulier afin de ne pas retomber dans la situation de marasme qui avait conduit le pays au bord de l'implosion.

La collaboration entre le gouvernement, les partenaires sociaux et autres organisations de la société civile renforcera la pratique démocratique et participera à la réduction des tensions par l'existence d'une entité fédérant les jeunes sans discrimination dans la sphère sociale, leur permettant de reconstruire un meilleur avenir dans la paix et la réconciliation. Ainsi, cette stratégie donne lieu à un rapprochement entre les questions de sécurité, de développement et d'aide à la promotion de l'emploi des jeunes.

2.2. Les réponses apportées au niveau national

L'Union des Comores se trouve actuellement à un tournant décisif de son histoire car la stabilité politique ainsi retrouvée donne aux citoyens comoriens le droit de réclamer les « bénéfices de la paix » dont ils ont été privés depuis de nombreuses années. Pour un pays engagé dans une transition post-conflit, avec un coût humain très élevé, les défis à relever sont énormes.

C'est dans ce cadre que le gouvernement comorien a validé en décembre 2008, un Plan prioritaire pour la consolidation de la paix aux Comores, suivi de la validation de la Stratégie pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (SCRPR) en septembre 2009 et l'avenant du plan prioritaire 2012. Ces documents mettent en évidence les priorités du Gouvernement à court et à moyen terme.

Il est donc évident que l'ère post-conflit ouvre de meilleures perspectives de développement pour l'Union des Comores mais on ne doit pas perdre de vue qu'au cours de cette même période, les attentes justifiées de la population comorienne, composée en grande partie des jeunes, vont de plus en plus s'exprimer.

L'analyse participative de la déstabilisation et de l'appauvrissement par des crises multiples effectuée dans le cadre du plan prioritaire pour la consolidation de la paix, a mis en évidence des niveaux très élevés de vulnérabilité, d'exclusion et d'insécurité aux Comores. Il est reconnu que « L'un des défis auquel le gouvernement doit faire face est l'adoption des politiques qui permettront à l'économie d'absorber les jeunes qui arrivent sur le marché du travail ».

Par ailleurs, dans le souci d'aider le pays à se doter d'un cadre stratégique visant à mieux répondre aux priorités nationales, l'Equipe-Pays élargie a défini de concert avec ses partenaires nationaux un Programme Unique dont le but est de contribuer de façon synergique et harmonisée à lutter contre la pauvreté. Dans ce cadre, les groupes vulnérables sont particulièrement visés à travers la promotion des droits humains, de l'équité de genre et du développement durable en axant les efforts sur la promotion de l'emploi, en particulier celui des jeunes.

En effet, les jeunes constituent des partenaires importants pour l'édification de la paix et devront contribuer non seulement à pérenniser le dialogue mais aussi conduire celui-ci autour du processus de retour à la normalisation de la paix aux Comores.

Le défi majeur aujourd'hui est de transformer la jeunesse comorienne fortement déstabilisée et appauvrie par la crise financière mondiale et les conflits multiples en levier de développement local et en vecteur de paix et de justice sociale.

Cette transformation doit s'effectuer par le biais des initiatives de promotion de l'emploi et de l'éducation civique reposant sur les axes prioritaires d'intervention identifiés dans la SCRП, le Document Cadre de la Politique de l'Emploi et le Programme Pays pour le Travail Décent (PPTD).

II. STRUCTURES DES RESULTATS

1. Objectifs visés et résultats attendus

L'objectif principal du projet est de contribuer à l'intégration des jeunes et des femmes dans la vie socio-économique en vue de renforcer la justice sociale et la paix nationale aux Comores.

Plus spécifiquement, le Projet vise à doter le pays d'un système d'information performant sur le marché du travail et d'un mécanisme d'appui pouvant aider les jeunes dans leur insertion professionnelle afin de renforcer la cohésion sociale pour la consolidation de la paix aux niveaux local et national. Les résultats attendus du projet sont notamment :

- (1) Une Maison de l'Emploi opérationnelle avec un système d'information, d'observation, d'orientation et de placement visant à dynamiser et stimuler le marché du travail ;
- (2) Des jeunes effectivement insérés dans la vie sociale et économique dans une dynamique de promotion de l'emploi rural ;
- (3) Des jeunes sensibilisés sur le respect de soi-même et des autres, et sur l'enracinement des qualités d'un civisme appliqué pour une meilleure participation de la jeunesse au processus de développement et de décision.

Le tableau ci-dessous détaille les réalisations, les produits attendus ainsi que les indicateurs de performance dans le cadre du programme et du projet exigés et les principaux facteurs dont il faut tenir compte pour la mise en œuvre et la réussite du projet.

Programme Level					Project Level		
(1) Strategic Outcomes (National Strategies, PP2)	(2) Conflict factors addressed (Outcome level)	(3) Peacebuilding Outcomes (areas of change through PBF investment)	(4) Outcome indicators (type of change)	(5) Outcome Baselines (situation of reference) and final targets	(6) Project Results (Outputs)	(7) Output Indicators (qualitative/quantitative)	(8) Output Baselines (situation of reference) and final targets
Un mécanisme pérenne d'appui à la consolidation de la paix par la promotion de l'emploi et l'éducation civique des jeunes est mis en place	Absence de structure d'encadrement et de gestion de l'emploi, de conseil et d'orientation des jeunes au niveau national	Jeunes intégrés dans la vie socio-économique en vue de renforcer la justice sociale et la paix	Structure et mécanisme de promotion de l'emploi et de l'éducation civique mis en place en faveur des jeunes	Baseline : 0 (2011) Target: 2014 Structure et mécanisme disponibles et opérationnels	- Une Maison de l'Emploi opérationnelle avec un système d'information, d'observation, d'orientation et de placement visant à dynamiser et stimuler le marché du travail	- Nombre de dossiers de demande et d'offre d'emplois reçus - Nombre de jeunes formés et orientés vers l'emploi salarié ou l'auto-emploi	Baseline : Non disponible (2011) Target : 2014 Maison de l'emploi disponible et opérationnelle
					- Des jeunes effectivement insérés dans la vie sociale et économique dans un dynamique de promotion de l'emploi rural	- Nombre de jeunes formés sur les techniques de transformation et la valorisation des produits locaux. - Nombre des micro-entreprises de transformation créées	Baseline: 2011 800 jeunes et femmes formés par APROJEC dont 700 sont insérés. Target: 2014 25 micro entreprises de transformation créées
Consolidation à la Paix par l'enracinement de la culture de la paix et du civisme	Déficit d'une culture de la paix et du civisme qui ne favorise pas la solution non-violente des conflits	Favoriser le règlement des conflits par le dialogue et les solutions consensuelles	Adoption des nouveaux comportements sur la gestion des conflits	5% en 2012 35 à 40% en 2014. (N.B. Il n'y a pas des statistiques. Nous avançons des chiffres approximatifs).	Des jeunes sensibilisés sur le respect de soi-même et des autres et sur l'enracinement des qualités d'un civisme appliqué pour une meilleure participation de la jeunesse au processus de développement et de décision	Nombre de jeunes sensibilisés sur la culture de paix et le civisme Guide d'éducation civique disponible et diffusé. Réseau National d'ONG pour l'éducation à la	Baseline: 0. 2013 : 5 Baseline: 0. 2013 : 1 Baseline : 0. 2013 : 1 Un réseau 2013 : 1

						paix et au civisme mis en place et opérationnel	
--	--	--	--	--	--	--	--

III. STRATÉGIE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

1. Groupes-cible

En vue de capitaliser les acquis, les bénéficiaires directs ciblés par le projet sont les jeunes (hommes et femmes) âgés de 15 à 35 ans (qui représentent 35% de la population), déjà formés ou non par le projet APROJEC/FCP première phase et qui n'ont pas eu la chance d'être accompagnés, de toutes les conditions sociales et situés sur l'ensemble du territoire de l'Union des Comores, et plus particulièrement sur l'île d'Anjouan et de Mohéli (Grande Comore à moindre échelle).

Ces jeunes sont généralement : (i) des victimes du dysfonctionnement du marché du travail exprimant des besoins de formation/apprentissage, d'aide à l'insertion/réinsertion, d'accès à l'emploi décent, (ii) des ex-combattants/ex-FGA moins de 35 ans et des personnes à risque qui, à travers le manque d'opportunités d'emploi et du civisme, deviennent des cibles faciles pour des promoteurs instigateurs de tensions et de conflits. Ces jeunes ont généralement débuté de manière prématurée leur vie adulte sans éducation de base ni qualification qui leur permettent de prendre leur avenir en main et de devenir des acteurs dynamiques dans leur communauté.

2. Durée du projet

La durée prévue pour cette deuxième phase du projet est de deux (2) ans (2013-2014). Toutefois, une mobilisation de ressources pour une troisième phase peut éventuellement être envisagée par le gouvernement.

3. Approche

Le projet va améliorer l'accès des jeunes à l'emploi décent et productif par la mise en place et l'opérationnalisation d'une maison de l'emploi qui aura pour rôle de : (1) développer un système d'information fiable sur le marché du travail (réception et analyse des demandes et des offres d'emplois touchant les jeunes); (2) proposer et dispenser des formations adaptées aux besoins et capacités des jeunes et des femmes cibles du projet pour les permettre de faire face à leurs nouvelles situations sociales et personnelles post-crise ; (3) développer un mécanisme d'appui à l'insertion professionnelle des cibles ; (5) mobiliser des ressources en faveur de l'emploi des jeunes et des femmes.

Ainsi, le projet ambitionne d'offrir aux jeunes impliqués de manière directe et indirecte aux crises comoriennes une alternative concrète et durable visant à la mise en place des micro entreprises de transformation des produits locaux (café, banane, mangue, orange, manioc, patate douce, fruit à pain, ananas), pour lutter contre l'oisiveté et le chômage qui touchent plus de 30% de la population (plus de 50% des jeunes), et qui sont considérés comme le terroir structurel des crises successives aux Comores. Le Projet APPEJECC permettra aux jeunes d'avoir accès à la formation professionnelle et à l'emploi à travers l'existence de la structure d'appui à la promotion de l'emploi, d'un enseignement de base élémentaire approprié, d'un apprentissage technique et professionnelle de qualité, des dispositifs d'accompagnement à la création des micro et petites entreprises et d'autres opportunités d'emplois salariés et d'auto-emplois. Enfin, le projet s'adressera aux jeunes (à travers les ONG et les communautés locales) en leur donnant les outils didactiques, les informations et les formations qui les permettent de mieux apprécier les attitudes à

prendre et de développer les bonnes manières de vivre ensemble dans un esprit de concorde, d'intégration sociale et de solidarité multiforme.

Il est aussi évident que les emplois trouvés et la création d'entreprises peuvent améliorer la vie de ces jeunes sur tous les plans et réduira ainsi les risques d'accroissement de la pauvreté pouvant amener à la détérioration du bien-être social et à l'insécurité. Par conséquent, ils peuvent avoir une vie plus stable auprès de leur famille, de leur communauté et c'est le point de départ de la consolidation de la paix ainsi que la relance du développement socio-économique au niveau du pays tout entier.

4. Pérennisation du projet

Depuis la première phase du projet APROJEC/BIT/FCP, des stratégies et des actions de pérennisation des acquis ont été considérées et ayant permis :

- L'ouverture d'un marché à Moroni par la Fédération Nationale des Agriculteurs Comoriens et des Femmes Agricultrices (FNAC-FA) pour assurer la commercialisation des produits agricoles des bénéficiaires du projet ;
- L'obtention des permis d'exportation des produits agricoles vers l'île voisine de Mayotte pour les bénéficiaires du projet à Anjouan du secteur agricole par la CCIA d'Anjouan;
- L'ouverture d'un centre de formation professionnelle et d'apprentissage à Fombouni par la commune ;
- La mise en place d'un incubateur de création d'entreprise par la CCIA de Ngazidja et d'Anjouan en faveur des jeunes et des femmes ;
- La création d'un centre de documentation et d'orientation des jeunes (espace emploi jeune) par la CCIA de Ngazidja ;
- L'obtention du marché de la cantine de l'Ecole française de Moroni, du cafétariat SNU et l'ouverture d'un point de vente à Bandamadji/Itsandra par la Coopérative et mutuelles des Comores (CODCOM) au profit des jeunes femmes formées par APROJEC dans la cuisine moderne ;
- L'appui en matériels (informatique, mobiliers et fournitures de bureau) des partenaires nationaux, notamment la Direction de l'Emploi, du travail d'Anjouan, la Direction du Plan de Mohéli, la CCIA de Ngazidja et le Centre de formation professionnelle de Fombouni ;
- La construction d'un garage mécanique à Mohéli en faveurs des jeunes mohéliens formés en mécanique auto ;
- La mobilisation de 80 000 USD auprès des australiens sur la base des résultats obtenus par APROJEC avec la FNAC-FA pour la création de 500 emplois agricoles en faveurs des jeunes et des femmes pour 2012 ;
- La mise en place (en finition) de la Maison de l'Emploi à Moroni ;
- L'organisation de la 1ère Edition du Grand Salon de l'Emploi à Moroni qui a permis le recrutement de 500 jeunes et femmes par la Fédération Nationale des Agriculteurs et des Femmes Agricultrices pour un projet AUSAID.

Cependant, la continuité de ces actions nécessite une volonté sociale et économique de tous les acteurs concernés (agence d'exécution, les jeunes et femmes cibles, partenaires intermédiaires, institutions collaboratrices, décideurs politiques).

La pérennité du projet APPEJECC s'expliquera par l'émergence d'un sentiment d'appropriation et de responsabilité vis-à-vis des jeunes, d'apprentissage et d'insertion de jeunes, et surtout du développement socio-économique engendré par la présence de jeunes préparés à l'éducation à la paix et au civisme.

La complémentarité des actions avec celles des autres partenaires comme l'UNESCO, le Comité EMDAD, MIDFRANCE.ACI, l'Union Européenne à travers le projet d'Appui à la Formation Professionnelle, l'UCCIA à travers le projet d'appui au secteur privé, le projet AMI à travers le projet Emploi agricole, permettra également de renforcer la durabilité du projet.

L'opérationnalisation de la maison de l'emploi est également une stratégie de pérennisation des actions entreprises et qui peut avoir des impacts positifs sur la consolidation de la paix. En ce qui concerne la capacité de réalisation des actions prévues dans le présent projet, le BIT à travers les partenaires prévus, dispose des formateurs et des centres d'expérimentation pour les formations théoriques et pratiques, opérationnels lors de la mise en œuvre de la première phase du projet APROJEC.

5. Principales activités du projet

Planned Activity	Inputs	Budget	Responsible Party for mobilizing inputs
Appuyer et accompagner des jeunes cibles	Contrats de service	250 000 USD	BIT ; Min Emploi ; MIDFRANCE.ACI
Former les cadres de la Maison de l'emploi	Consultants	15 000 USD	BIT ; Min Emploi
Former les jeunes et femmes bénéficiaires	Contrats de service	50 000 USD	Min Emploi ; BIT ; MIDFRANCE.ACI
Mettre en place d'une base de données intégrée sur le marché du travail	Consultant	10 000 USD	BIT ; Min Emploi
Elaborer et mettre en œuvre un plan d'insertion professionnelle des jeunes et des femmes	Consultant	3 000 USD	BIT ; Min Emploi
Elaborer et mettre en œuvre un plan de mobilisation de ressources	Consultant	3 000 USD	BIT ; Min Emploi
Elaborer le guide de civisme	Consultants	15 000 USD	UNESCO, Université des Comores, BIT, Min Emploi
Editer et diffuser le guide	Contrat de service	30 000 USD	
Elaborer et produire des outils de formation	Contrat	8 000	UNESCO (en collaboration avec « Ngoshao »)
Organiser des ateliers de formation des jeunes leaders	Contrat ou frais d'organisation et de participation	30 000	UNESCO (en collaboration avec « Ngoshao »)
Etablir et appuyer le lancement d'un réseau national d'ONG de promotion de la culture de la paix et du civisme	Frais d'organisation, de fonctionnement, de participation, de facilitation et de mutualisation du réseau	30 000	UNESCO (en collaboration avec « Ngoshao »), BIT, Min Emploi

6. Analyse des risques

Risks/Assumptions	Mitigating Strategy
Political and security	La bonne Gouvernance politique, notamment la consolidation de la paix sur l'ensemble du territoire national constitue la condition indispensable pour la réussite de la mise en œuvre du Programme étant donné que la sécurité (physique et juridique) constitue la condition principale de la réussite d'un processus

	d'insertion économique et sociale par l'emploi.
Socio-economic	La consolidation de la stabilité du cadre macroéconomique constitue aussi une condition nécessaire pour la réussite de la mise en œuvre du Projet. Il en est de même pour le retour des investisseurs et la croissance économique qui constituent également des facteurs indispensables pouvant permettre aux Jeunes d'accéder à des activités économiques rentables.
Managerial	La capacité institutionnelle du Ministère de tutelle (Ministère de l'Emploi, du Travail, de la Formation Professionnelle et de l'Entrepreneuriat Féminin), l'expertise et l'organisation des structures de Jeunes ou des partenaires impliqués dans la mise en œuvre du Projet sont également des conditions nécessaires pour la réussite du Projet. L'absence d'un processus participatif cohérent, la faible implication, la démotivation ou le désintéressement des différents partenaires constituent des risques pouvant handicaper sérieusement la réussite de sa mise en œuvre.

7. Budget

BUDGET DU PROJET BIT/ PBF	
POSTES	Montant
1. Personnel et autres employés	144,500
2. Fournitures, produits de base, matériels	70,000
3. Équipement, Véhicules et Mobilier (compte tenu de la dépréciation)	15,000
4. Services contractuels	330,000
5. Frais de déplacement	45,000
6. Transferts et subventions aux homologues	
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	2,977
Sous-total	607,477
8. Coûts d'appui indirects *	42,523
TOTAL	650,000

IV. ARRANGEMENTS DE GESTION

1. Cadre institutionnel de mise en œuvre du projet

Conformément à la première phase du projet APROJEC, le Comité d'Orientation et de Suivi (COS) sera élargi et reconduit lors de la deuxième phase pour le pilotage et la supervision de la mise en œuvre du projet. Les mandants tripartites font partie du COS, sans exclure la possibilité d'associer les autres acteurs locaux de promotion de l'emploi. Les partenaires techniques et financiers du Système des Nations Unies qui sont concernés par le projet participeront aussi aux travaux du COS.

La mise en œuvre du projet sera assurée par le BIT qui mettra en place une unité de gestion qui veillera à assurer le développement de toutes les activités prévues dans les délais en collaboration avec tous les partenaires concernés. Cette équipe de gestion est composée :

- d'un Coordonnateur National du projet ;
- d'un expert national à l'éducation civique ;
- d'un assistant administratif et financier

- d'un chauffeur
-
- En ce qui concerne les modalités de mise en œuvre de ce projet :
- Le BIT apportera son expertise dans le domaine de l'emploi à travers la gestion du projet
- L'UNESCO apportera son expertise dans le domaine de l'éducation civique et de la culture à la paix
- Le Ministère en charge de l'emploi : Facilitera non seulement la mise en œuvre du projet, mais aussi à la mise en place d'un fonds national pour l'emploi des jeunes à travers les Ressources de l'Etat, le Fonds Koweïtien et le Comité EMDAD.
- MIDFRANCE.ACI apportera son expertise dans les emplois verts notamment la transformation et la valorisation des produits.
- Le Comité EMDAD, l'UCCIA, la Direction Nationale de la Statistique et le projet AMI : disposés à d'accompagner le projet dans la mise en place d'un mécanisme d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes à travers la Maison de l'Emploi.
- 2. Suivi et évaluation
- Le Plan de Travail approuvé par les partenaires impliqués dans la mise en œuvre du Projet sera l'outil principal pour le suivi des activités ainsi que les progrès réalisés selon une périodicité bien déterminée.
-
- Dans le cadre de l'évaluation du projet, un rapport de progrès annuel sera élaboré par le Coordonnateur et à la fin du projet, il est prévu de mener une évaluation finale indépendante.
-
- Les procédures techniques et financières seront exécutées conformément aux exigences du BIT.
-
-
-

8. Chronogramme des activités

DE : Janvier 2013 À : Décembre 2014		CHRONOGRAMME DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES												ORGANISME DE MISE EN ŒUVRE	
Objectifs/Résultats attendus		2013				2014									
OBJECTIF IMMEDIAT 1 : Opérationnaliser la Maison de l'emploi en tant que structure d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4						
Résultat attendu 1 La Maison de l'Emploi est opérationnelle avec la mise en place d'un système d'information, de conseil, d'orientation, de formation et d'appui aux jeunes ciblés	Activité 1.1 : Mettre en place officiellement la Maison de l'emploi en tant que structure de promotion de l'emploi													Ministère de l'emploi et du travail	
	Activité 1.2 : Former les cadres de la Maison de l'emploi													BIT, Commissariat Général au Plan	
	Activité 1.3 : Sensibiliser les chômeurs à envoyer leurs dossiers et analyser leurs profils													Maison de l'emploi ; BIT ; CGP	
	Activité 1.4 : Sensibiliser les employeurs à communiquer les demandes d'emplois disponibles, les répertoire et les analyser													Maison de l'emploi ; BIT ; CGP	
	Activité 1.5 : Elaborer et mettre en œuvre un plan d'insertion professionnelle en synergie avec le projet CEPOL													BIT ; Maison de l'emploi	
OBJECTIF IMMEDIAT 2 : Promouvoir une grande insertion sociale et économique des jeunes dans une dynamique de la promotion de l'emploi rural	Activité 1.6 : Mettre en place un incubateur d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes													Maison de l'emploi ; BIT ; UCCIA ; Meek ; SANDUK	
	Activité 1.7 : Elaborer et mettre en œuvre un plan de mobilisation de ressources en faveur de l'emploi des jeunes et des femmes, en synergie avec le projet CEPOL													Maison de l'emploi ; Ministère de l'emploi et du travail ; BIT	
Résultat 2 : 25 micro entreprises de	Activité 2.2 Réaliser des sessions de formation sur la transformation													Ministère de l'emploi, du travail ; MIDFRANCE.ACI ; BIT	

l'enracinement des qualités d'un civisme appliqué et d'une meilleure participation des jeunes à la vie de la cité											UNESCO et Ministère de l'Education Nationale UNESCO UNESCO et ONG « Ngoshao » UNESCO et ONG « Ngoshao »
	Activité 3.2 : Produire et diffuser le guide sur le civisme										
	Activité 3.3 : Elaborer et produire des outils de formation des jeunes leaders										
	Activité 3.4 : Organiser des ateliers de formation des jeunes leaders										
	Activité 3.5 : Etablir, appuyer et développer "un réseau national" d'ONG de promotion du civisme et de la culture de la paix										

Objectifs	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Principales hypothèses
Objectif global de consolidation de la paix : Contribuer à l'intégration des jeunes dans la vie socio-économique en vue de renforcer la justice sociale et la paix.	Nombre de jeunes formés et orientés vers l'emploi salarié et l'auto-emploi; Nombre d'emplois créés ; Nombre de micro entreprises créées.	Rapports des partenaires de mise en œuvre. Les rapports de suivi trimestriels et annuel du projet. Le rapport d'évaluation finale du projet.	Bonne coordination des actions. Suivi rapproché et rigoureux des activités. Adoption de mesures incitatives (fiscales, appui institutionnel, exonérations) Renforcement des capacités de l'EFTP. Élaboration et mise en œuvre d'un plan de communication. Bonne collaboration avec les partenaires. Synergie des activités des intervenants. Respect des engagements par les acteurs.
Objectif immédiat 1 : Opérationnalisation la Maison de l'emploi en tant que structure d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes	Maison de l'emploi fonctionnel	Rapports d'activités de la Maison de l'Emploi et des partenaires de mise en œuvre.	Environnement stable. Les institutions sont dotées d'un personnel suffisamment qualifié et moyens nécessaires
Résultat attendu 1 : La Maison de l'Emploi est opérationnelle avec la mise en place d'un système d'information, de conseil, d'orientation, de formation et d'appui aux jeunes et femmes ciblées	Système IMT mis en place, fonctionnel, autonome capable de répertorier les demandes et les offres d'emplois, d'orienter et d'accompagner les jeunes à l'insertion professionnelle	Rapports d'activités de la Maison de l'Emploi et des partenaires de mise en œuvre	Données statistiques disponibles
Activité 1.1 : Mettre en place officiellement la Maison de l'emploi en tant que structure de promotion de l'emploi	Maison de l'emploi mis en place	Décret de mise en place de la maison de l'emploi Textes réglementaires régissant la maison de l'emploi	Signature du statut de création et de fonctionnement de la Maison de l'emploi dans les plus brefs délais par le Ministère en charge de l'emploi.
Activité 1.2 : Former les cadres de la Maison de l'emploi	Nombre des cadres formés par secteur	Rapports d'activités de la Maison de l'Emploi Rapports trimestriels et annuel du projet	Implication de la Direction de la statistique, la chambre de commerce et les partenaires sociaux. Implication des administrations insulaires dans le processus.
Activité 1.3 : Sensibiliser les chômeurs à envoyer leurs dossiers et analyser leurs profils	Nombre d'offres d'emplois reçues et traitées	Rapports d'activités de la Maison de l'Emploi Rapports trimestriels et annuel du projet	Implication de la Direction de la statistique, la chambre de commerce et les partenaires sociaux. Implication des administrations insulaires dans le processus.
Activité 1.4 : Sensibiliser les employeurs à communiquer les demandes d'emplois disponibles, les répertorier et les analyser	Nombre de demandes d'emplois reçues et traitées	Rapports d'activités de la Maison de l'Emploi Rapports trimestriels et annuels du projet	Implication de la Direction de la statistique, la chambre de commerce et les partenaires sociaux. Implication des administrations insulaires dans le processus.
Activité 1.5 : Elaborer et mettre en œuvre un plan d'insertion professionnelle en synergie avec le projet CEPOL	Plan disponible	Rapports d'activités de la Maison de l'Emploi Rapports trimestriels et annuels du projet	Implication du secteur privé et de l'Université des Comores
Activité 1.6 : Mettre en place un incubateur d'appui à l'insertion professionnelle	Nombre des jeunes et femmes incubés	Rapports du projet	Implication du secteur privé et de l'Université des Comores et du Comité EMDAD

des jeunes et des femmes			
Activité 1.7 : Elaborer et mettre en œuvre un plan de mobilisation de ressources en faveur de l'emploi des jeunes et des femmes, en synergie avec le projet CEPOL	Plan de mobilisation de ressources	Rapports du projet	Impliquer toutes les parties prenantes (Gouvernement, partenaires sociaux, partenaires au développement, secteur privé)
Objectif immédiat 2 : Promouvoir une grande insertion sociale et économique des jeunes dans une dynamique de la promotion de l'emploi rural	Nombre des jeunes et des femmes formés sur les techniques de transformation et la valorisation des produits agricoles. Nombre des machines de transformation disponibles	Rapports trimestriels et annuels du projet	La société MIDFRANCE.ACI-Transformation doit associer les autorités insulaires. Le Ministère en charge de l'emploi doit faciliter l'acquisition des machines de transformation
Résultat 2 : 25 micro entreprises de transformation de café, de jus (tomate, orange, mangue et ananas) et des chips (banane, patate douce, fruit à pain, manioc) sont mises en place en faveur des jeunes touchés par les conflits	Nombre de micro-entreprises de transformation des produits agricoles créées	Rapports trimestriels et annuel du projet	Les autorités insulaires doivent faciliter la mise en place rapide de ces micro-entreprises
Activité 2.2 : Formation sur la transformation de café - Sécurité - Sanitaire général - Méthode de transformation - Méthode de conservation	Nombre des jeunes et des femmes formés	Rapports d'activités des partenaires de mise en œuvre Rapports trimestriels et annuels du projet	Implication des producteurs de café de préférence.
Activité 2.3 : Formation sur la transformation des jus (tomate, orange, mangue et ananas) - Sécurité - Sanitaire général - Méthode de transformation - Méthode de conservation	Nombre des jeunes et des femmes formés	Rapports d'activités des partenaires de mise en œuvre Rapports trimestriels et annuels du projet	Fort implication des jeunes femmes.
Activité 2.4 : Formation sur la transformation des chips (banane, patates, fruits à pain, manioc) - Sécurité - Sanitaire général - Méthode de transformation - Méthode de conservation	Nombre des jeunes et des femmes formés	Rapports d'activités des partenaires de mise en œuvre Rapports trimestriels et annuels du projet	Les activités de transformation de chips doivent être réalisées dans les grandes villes afin de faciliter la commercialisation.
Activité 2.5 : Formation sur l'utilisation et entretien des machines (sécurité, théories et pratique)	Nombre des jeunes et des femmes formés	Rapports d'activités des partenaires de mise en œuvre Rapports trimestriels et annuels du projet	Collaboration avec les autorités insulaires pour trouver un endroit unique pour cette formation pour tous les bénéficiaires
Activité 2.6 : Lancement des jeunes et des femmes dans la vie professionnelle	Nombre des jeunes et des femmes appuyés	Rapports d'activités des partenaires de mise en œuvre Rapports trimestriels et	Information et sensibilisation des autorités de l'Union et des îles, des partenaires au développement, des partenaires sociaux sur cette activité.

OBJECTIF IMMEDIA:3 Sensibiliser les jeunes sur le respect de soi-même et des autres et sur l'enracinement des qualités d'un civisme appliqué et d'une meilleure participation à la vie de la cité	-Nombre de jeunes et d'ONG touchées -Ampleur insulaire et national de l'éducation au civisme Plaidoyer du civisme dans les préoccupations des communautés locales	annuels du projet La liste des ONG membres du réseau La liste des initiatives prises au niveau insulaire et national Rapport d'activités et coupure de presse	- Campagne d'adhésion des ONG au réseau - Campagne d'appropriation du guide et des outils de formation au niveau insulaire et national Sensibilisation de la population par les masses-médias.
Résultat 3 : Un grand nombre d'associations des jeunes sont sensibilisées sur le respect de soi-même et des autres et sur l'enracinement des qualités d'un civisme appliqué et d'une meilleure participation des jeunes à la vie de la cité	-Production du guide du civisme, des outils de formation et organisation des ateliers de formation. (-Création officiel du réseau des OGN sur le civisme	Les exemplaires du guide, rapports d'activités et coupures de presse	- Promotion du guide au niveau insulaire et national Constitution et fonctionnement permanent et de qualité du réseau
Activité 3.1 : Elaboration d'un guide sur le civisme	Disponibilité du guide du civisme	Les exemplaires du guide, Coupures de presse	Qualité du guide - Appropriation du guide par les écoles et les ONG - Emissions de promotion du guide Utilisation effective du guide
Activité 3.2 : Production et diffusion du guide sur le civisme	Nombre des guides produits et liste des bénéficiaires	la facture de l'imprimerie et les décharges de réception du guide	- Un tirage minimum de 5 000 guides doit être assuré Diversification et multiplication des bénéficiaires : écoles, ONG, bibliothèques publiques, enseignants, leaders d'opinions, etc.
Activité 3.3 : Elaboration et production des outils de formation des jeunes leaders	Disponibilité des outils de formation	Une copie des outils de formation	-Qualité des outils de formation. - Adoption et exploitation des outils de formation - Développement d'une approche et méthodologie interactive
Activité 3.4 : Organisation des ateliers de formation des jeunes leaders	Nombre d'ateliers organisés et listes des participants	Rapports d'activité Coupures de presse	- Meilleure sélection des formateurs et bénéficiaires - Meilleure représentativité des participants en tenant compte du genre et des différentes sensibilités des jeunes et des ONG - Capacité des bénéficiaires d'organiser d'autres formations
Activité 3.5 : Etablissement, appui et développement d'un réseau national d'ONG de promotion du civisme et de la culture de la paix	Création officielle du réseau et nombre de manifestations organisées	Déclaration officiel du réseau Statuts et règlement intérieur du réseau Rapport d'activités du Réseau Coupures de presse	- Meilleure représentativité des ONG dans le réseau. - Dynamique et régularité du fonctionnement du réseau - Esprit d'initiative et d'innovation du réseau - Promotion régulière du réseau dans les masses médias